

Andry Rajoelina : « La Chine, bénédiction divine »

La Gazette de la Grande Ile – Adelson Razafy - 29/05/10



Le régime de Transition tourne le dos à la communauté internationale et décide de continuer dans la voie de l'unilatéralisme. C'est ce qui ressort de la conférence de presse faite hier par Andry Rajoelina. Il ne l'a pas dit de vive voix, mais les indices sont sûrs à ce sujet. En premier lieu, la feuille de route tracée par le régime de Transition sera appliquée, avec la remise à la société civile de l'organisation du « dialogue national ». En second lieu, Andry Rajoelina déclare se dépouiller du titre de « chef de la mouvance Rajoelina » pour se mettre au dessus de la mêlée. S'il se retire des négociations à quatre, ces pourparlers n'ont plus de raison d'être et il n'y en aura donc plus dans le futur. D'autant, selon lui, que la préférence sera désormais accordée à la médiation locale et non étrangère. Enfin, d'après lui, l'enveloppe « faramineuse » provenant de la Chine est une réalité et est une véritable « bénédiction divine ». On ne peut y toucher, a-t-il continué, sans en rendre compte au peuple malgache.

Selon Andry Rajoelina, la somme est destinée à doter le pays en infrastructures et à financer le développement. Il s'agit de l'acompte de 100 millions de dollars, versé récemment par le consortium chinois Wisco, en vue de l'évaluation du gisement de fer de Soalala.

Là est certainement le point le plus important de l'intervention d'Andry Rajoelina d'hier. L'île, boudée et ignorée par la communauté internationale, se jette dans les bras de la Chine et se livre à ce pays pieds et poings liés. Ce qui ne manquera d'inquiéter dans divers cercles, car le pays de Mao n'a pas bonne presse et on a tout à se méfier de lui. Si l'on n'y prend garde, l'île pourrait bien être roulée et pillée par l'Empire du Milieu. Ce pays n'a guère de scrupules et vogue au gré de ses intérêts, et on l'a bien constaté chez nous ces dernières années : il a puissamment aidé de diverses manières le régime décrié de Marc Ravalomanana, en fournissant les kits scolaires et les T-shirts électoraux, mais aussi en construisant, en un temps record, les infrastructures destinées aux sommets internationaux : hôtel cinq étoiles, villas présidentielles, centre de conférence international, etc. L'ex-PDG de Tiko ayant fait naufrage de façon imprévue, voilà que la Chine se tourne avec un grand sourire du côté de son tombeur, Andry Rajoelina, et s'engage à soutenir à fond ce dernier dans son « aventure ».

En tout cas, bientôt, Andry Rajoelina pourrait être assimilé aux autocrates les plus détestables du continent africain, comme le Soudanais Omar El Béchir, condamné pour crime de guerre et crime contre l'humanité au Darfour, ou comme le Zimbabwéen Robert Mugabe, mis au ban de la communauté internationale pour atteintes répétées aux droits de l'homme. La Chine soutient avec vigueur le régime soudanais en exploitant les champs pétrolifères du Darfour, à partir desquels elle a construit un pipe-line de 1 500 kilomètres jusqu'à la Mer Rouge.

De son côté, Robert Mugabe obtient de la Chine ce que lui refuse la communauté internationale : des crédits, des biens de consommation et des armes. En tout cas, au Conseil de Sécurité des Nations Unies, où elle dispose du droit de veto, la Chine s'oppose aux condamnations à l'endroit d'Omar El Béchir et de Robert Mugabe. On passera brièvement sur le caractère mal famé des entreprises chinoises qui ignorent les droits des travailleurs, lesquels souvent sont sous-payés et n'ont droit ni à la protection des syndicats ni à la sécurité sociale. Dans l'extraction minière, ces sociétés ne tiennent aucun compte des normes environnementales et saccagent même les parcs nationaux et les réserves naturelles. On en a d'ailleurs eu un aperçu lorsque l'Etat malgache ayant été distrait par la crise de 2009, nos réserves forestières du nord et du nord-est furent pillées sans vergogne, le bois précieux ainsi prélevé ayant surtout été dirigé vers la Chine.

Bref, notre pays pourrait ruiner son image dans un tête à tête exclusif avec la Chine, et pourrait aussi y compromettre ses ressources naturelles et son environnement. Parce que cela l'arrange, le régime de Transition, qui n'a reçu aucun mandat du peuple, a-t-il historiquement le droit d'engager le pays dans un tel quépier ? Si on pose la question au prochain « dialogue national », beaucoup riraient... jaune ;